Conseil Municipal du 12 septembre 2016

L'an deux mil seize, le 12 septembre à 19h00, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni sous la présidence de M. André PIGNÉ, Maire.

Etaient présents : André PIGNÉ, Maire, Mme Lydie LAROCHELLE, MM Grégory BARBÉ, Mme Cécile BEAUPIED, Mme Jennifer CHANROUX, Jean-Pierre FOURNIER, Benoît LOUISE, Francis SIEGWALD.

Absents excusés : Laurent GAUDIN, procuration à : Jean-Pierre FOURNIER
Christian ROULEAU, procuration à : André PIGNE

A été nommée secrétaire de séance : Mme Cécile BEAUPIED

Le Procès-verbal de la séance du 12 septembre 2016 étant approuvé et signé, on passe à l'ordre du jour.

Le Maire propose de rajouter un point à l'ordre du jour. Le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité. L'ordre du jour est donc le suivant :

1. Demande de M. et Mme DURUP, 5 Rue de la Mérisse
2. Décision Modificative sur le budget communal pour anomalie
3. Décision Modificative sur le budget communal pour l'indemnité versée par la SECOS
4. Fermeture de la Régie Accueil périscolaire
5. Rapport annuel sur le prix et la Qualité du Service de l'eau au titre de l'année 2015
6. Rapport annuel sur le prix et la Qualité du Service de l'assainissement collectif au titre de l'année 2015
7. Rapport annuel SMIRGEOMES au titre de l'année 2015
8. Avant-projet pour l'installation d'une passerelle de télé-relevé présenté par la société M2O
9. Elagage de 38 arbres communaux
10. Nomination de Mme DELENTE Johanna comme directrice de la Maison Pour Tous
11. Recrutement de Mme PORTAIL Camille jusqu'au 12 décembre 2016 dans l'attente de recruter un fonctionnaire sur le poste
12. Paiement des heures complémentaires effectuées par Mme DELENTE Johanna
13. Gratification exceptionnelle pour un stagiaire BAFA
14. Achat d'un minibus
15. Mise en conformité du tracteur agricole et de l'épaveuse de la commune
16. Projet de LOGO pour la commune
17. Rénovation de l'école
18. Réfection route de Challes + ancienne nationale
19. Réalisation d'un diagnostic amiante et plomb à la mairie
20. Lancement des consultations pour la réalisation du chemin semi piétonnier rue de la source, route de la Rainière et de la voie partagée Route de la Rainière
21. Agence des territoires de la Sarthe (ATESART)
22. Rapport de vérification électrique des bâtiments communaux ERP
23. Intervention de PAINEAU pour réparation électrique suite à contrôle
24. Convention CANIROUTE
25. Questions Diverses

ECONOMIE

1. Demande de M. et Mme DURUP, 5 Rue de la Mérisse

Par courrier remis en mairie au mois de juin 2016, Monsieur et Madame DURUP, habitant au 5 Rue de la Mérisse ont sollicité Monsieur le Maire pour acheter le terrain attenant à leur propriété. La parcelle B 522 (1041 m²) appartient bien à la commune, en revanche, les deux extrémités au nord de la parcelle, semblent être, selon le cadastre, la propriété de Monsieur MARTIN.

Le terrain faisant partie du domaine privé de la commune, il est donc aliénable et prescriptible et peut être vendu comme le ferait un particulier. Le Conseil Municipal doit néanmoins délibérer pour autoriser une vente, en fixer le prix. Une seule contrainte légale existe, il est interdit à une collectivité territoriale de vendre un bien à un prix inférieur à sa valeur réelle.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité de vendre une partie de la parcelle cadastrée B 522 à Monsieur et Madame DURUP et de faire appel aux professionnels compétents pour l'évaluation financière de la parcelle.

FINANCES

2. Décision Modificative sur le budget communal pour anomalie

Suite au contrôle des budgets réalisé par la préfecture de la Sarthe, une anomalie a été repérée. Au Compte Administratif 2015, des restes à réaliser en dépenses et en recettes ont été votés mais ils n'ont pas été reportés dans la bonne rubrique sur le budget primitif 2016.

Pour mémoire, il s'agissait de :

- 90 000 euros en recettes d'investissement = subventions attendues pour l'école (Nouveau contrat Régional + DETR)
- 34 800 euros en dépenses d'investissement = factures engagées en 2015 mais non réglées en 2015

Il convient de prendre la décision modificative suivante :

Dépenses d'investissement

Restes à réaliser 2015 :	+ 34 800.00 €
21571:	- 3 000.00 €
2152 :	- 6 000.00 €
OP 2001	2152 : - 20 000.00 €
OP 2015-1	21312 : - 5 800.00 €

Recettes d'investissement

Restes à réaliser 2015 :	+ 90 000.00 €
1322 :	- 49 000.00 €
1341 :	- 41 000.00 €

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la décision modificative ci-dessus.

3. Décision Modificative sur le budget communal pour l'indemnité versée par la SECOS

Suite aux négociations ouvertes avec la SECOS pour mettre fin aux conventions de gestion des logements sociaux sans que la commune soit désavantagée, il a été convenu que la commune serait indemnisée à hauteur de 143 707 euros.

Cette somme a été versée le 14 juin 2016. Pour pouvoir l'inscrire en comptabilité il convient de prendre une décision modificative en recettes d'investissement :

- 024 : - 143 707.00 €
- 1388 : + 143 707.00 €

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la décision modificative ci-dessus.

4. Fermeture de la Régie Accueil périscolaire

Par délibération, le conseil municipal, dans sa réunion du 9 novembre 2015, a décidé la fusion des budgets Maison Pour Tous et Accueil Périscolaire et le budget Accueil périscolaire a donc été clôturé à partir du 31 décembre 2015. La régie accueil périscolaire n'ayant plus lieu d'être le conseil doit délibérer pour sa suppression.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité la suppression de la régie de recettes de l'accueil périscolaire à compter du 1^{er} janvier 2016 et charge Monsieur le Maire se faire le nécessaire auprès de la Trésorerie.

ENVIRONNEMENT

5. Rapport annuel sur le prix et la Qualité du Service de l'eau au titre de l'année 2015

Le SIAEP DU JALAIS a remis à Monsieur le Maire le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau (RPQS) au titre de l'année 2015. Le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par ses articles D.2224-1 à D.2224-5, de réaliser un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'Alimentation en Eau Potable. En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit présenter au Conseil Municipal le RPQS de l'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport doit être présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération du conseil.

Voici une série d'informations chiffrées issues du RPOQS :

	AU 31/12/2014	AU 31/12/2015
Estimation de la population desservie	5788	5829
Nombre d'abonnés	2815	2807
Nbre d'abonnés sur la commune d'Ardenay sur Méризe	220	222
Densité linéaire d'abonnés (nbre d'abonnés/km de réseau)	14.95/km	14.93/km
Consommation moyenne par abonné	95.33m ³	97.85m ³
Prélèvement sur les ressources en eau	343275m ³	382504m ³

FACTURE TYPE sur 120m ³	AU 01/01/2015 en €	AU 01/01/2016 en €	VARIATION EN %
PART COLLECTIVITE			
PART FIXE ANNUELLE	27.00 €	27.54 €	2%
PART PROPORTIONNELLE	42.49 €	43.34 €	2%
MONTANT HT DE LA FACTURE DE 120 m³ REVENANT A LA COLLECTIVITE	69.49 €	70.88 €	2%
PART DELEGATAIRE			
PART FIXE ANNUELLE	43.74 €	52.58 €	20.2%
PART PROPORTIONNELLE	66.60 €	80.40 €	20.7%
MONTANT HT DE LA FACTURE DE 120 m³ REVENANT AU DELEGATAIRE	110.34 €	132.98 €	20.5%
TAXES ET REDEVANCES			
Redevance pour prélèvement ¹ sur la ressource en eau	4.80 €	5.76 €	20%
Redevance de pollution domestique	37.20 €	36.00 €	-3.2%
TVA	12.20 €	13.51 €	10.7%
MONTANT TOTAL DES TAXES ET REDEVANCES POUR 120 m³	54.20 €	55.27 €	2%
TOTAL FACTURE DE 120 m³	234.03 €	259.13 €	10.7%
PRIX TTC AU M³	1.95 €	2.12 €	10.8%

Après délibération, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable du SIAP du JALAIS pour l'année 2015.

6. Rapport annuel sur le prix et la Qualité du Service de l'assainissement collectif au titre de l'année 2015

Le Code Général des Collectivités Territoriales impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif. Ce rapport doit être présenté dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par sa mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Voici une série d'informations chiffrées issues du RPOQS :

	AU 31/12/2014	AU 31/12/2015
Estimation de la population desservie	?	350
Nombre d'abonnés	139	140
Densité linéaire d'abonnés (nbre d'abonnés/km de réseau)	33.10/km	33.33/km
Linéaire de réseau	4.2 km	4.2 km
Volumes facturés	?	11 786 m ³

FACTURE TYPE sur 120m ³	AU 01/01/2014 en €	AU 01/01/2016 en €	VARIATION EN %
PART COLLECTIVITE			
PART FIXE ANNUELLE	46.20 €	46.20 €	0.00%
PART PROPORTIONNELLE	55.44 €	55.44 €	0.00%
MONTANT HT DE LA FACTURE DE 120 m³ REVENANT A LA COLLECTIVITE	101.64 €	101.64 €	0.00%
PART DELEGATAIRE			
PART FIXE ANNUELLE	29.54 €	30.12 €	1.96%
PART PROPORTIONNELLE	67.36 €	68.68 €	1.96%
MONTANT HT DE LA FACTURE DE 120 m³ REVENANT AU DELEGATAIRE	96.90 €	98.80 €	1.96%
TAXES ET REDEVANCES			
Redevance pour prélèvement ¹ sur la ressource en eau	22.80 €	21.60 €	-5.26%
TVA	22.13 €	22.20 €	0.32%
MONTANT TOTAL DES TAXES ET REDEVANCES POUR 120 m³	44.93 €	43.80 €	-2.52%
TOTAL FACTURE DE 120 m³	243.47 €	244.24 €	0.32%
PRIX TTC AU M³	2.03 €	2.04 €	0.49%

Après délibération, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif pour l'année 2015.

7. Rapport annuel SMIRGEOMES au titre de l'année 2015

En vertu de l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales et du décret n°2000-404 du 11 mai 2000, le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets ménagers a pour objectif de présenter chaque année un bilan exhaustif de la politique et des moyens d'élimination des ordures ménagères. Le SMIRGEOMES en charge de la collecte et du traitement des ordures ménagères a transmis ce rapport à Monsieur le Maire qui doit le présenter au Conseil Municipal et le mettre à disposition de la population. Le SMIRGEOMES (Syndicat Mixte de Réalisation et de Gestion pour l'Élimination des Ordures Ménagères du Secteur Est de la Sarthe) est en charge de la collecte et du traitement des ordures ménagères sur 6 communautés de communes et 2 communes du Loir et Cher.

Mission collecte :

- Marché avec la COVED pour le ramassage, renouvelé le 01/04/2015 pour 5 ans
- 13 déchetteries en régie

En tonnes	2010	2014	2015	Evolution 2014/2015	Evolution 2010/2015
Ordures ménagères Résiduelles	14 639	11 157	10 521	-5.70%	-28.10%
Collectes sélectives sacs jaunes	7 945	8 643	8 397	-2.85%	5.60%
Déchèteries	19 882	24 307	21 772	-10.42%	9.50%
TOTAL	42 466	44 107	40 690	-7.75%	-4.10%

⇒ Entre 2014 et 2015 on constate une baisse des tonnages collectés (OM résiduelles + collectes sélectives + déchèteries) de l'ordre de 7.75%.

⇒ Entre 2010 et 2015, on note une baisse de 28% des tonnages collectés en Ordures Ménagères Résiduelles. (Objectif Grenelle de l'environnement : -7% d'OMr)

Mission traitement :

Les différents modes de traitement et/ou valorisation mis en œuvre sur le territoire du SMIRGEOMES permettent de valoriser près de 67% des 40689 tonnes de déchets collectés (Objectif Grenelle de l'environnement : 45% de valorisation « Matière »). De nombreux outils de préventions (affiches, flyers, ateliers, ...) sont mis en place pour réduire la quantité de déchets produits et pour favoriser les initiatives de valorisation (compost, soutien à l'achat de gobelets lavables, ...)

Les indicateurs financiers :

Entre 2014 et 2015 :

- Hausse de la participation des collectivités adhérentes en hausse de 9.26 % à périmètre équivalent
- Baisse des dépenses liées aux prestations de service (marchés) de 4.53%
- Baisse des dépenses de fonctionnement de 5%
- Baisse des recettes de fonctionnement de 4.6%

Bilan :

La démarche annoncée de rationalisation et stabilisation des dépenses a permis fin 2015 d'équilibrer les finances du syndicat mais surtout de stabiliser la grille tarifaire du SMIRGEOMES même si la situation est toujours fragile. **Après délibération, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets ménagers du SMIRGEOMES pour l'année 2015.**

8. Avant-projet pour l'installation d'une passerelle de télé-relevé présenté par la société M2O.

La société M2O envisage d'implanter des antennes de télé-relevé sur le poteau d'éclairage du terrain de sport afin de recueillir les données émises par les répéteurs chargés d'acheminer les données émises par les compteurs d'eau « intelligents ». Le poteau situé sur le terrain de pétanque a été choisi car il est le plus haut de la commune et ne nécessite pas de modification importante de l'infrastructure porteuse. Aucun frais n'est à prévoir pour la commune si ce n'est la consommation des appareils estimée à 200 W annuellement. Comme précisé dans la convention signée lors de la mise en place des répéteurs aucune indemnisation ne peut être exigée par la commune.

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer le bon pour accord.

9. Elagage de 38 arbres communaux

Vu la délégation du Conseil Municipal au Maire en date du 14 avril 2014,

Vu la gêne occasionnée par différents arbres appartenant à la commune pour la circulation publique ou des différents engins sur les chemins communaux ou de récriminations de riverains

Monsieur le Maire a décidé de faire intervenir la société Racine Elagage de Soulitré au mois d'août pour la réduction de 38 arbres communaux pour un montant de 2394€

Le conseil Municipal en prend acte.

RESSOURCES HUMAINES

10. Nomination de Mme DELENTE Johanna comme directrice de la Maison Pour Tous

Vu l'article L-2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande de démission de Monsieur GIRARD-VALTEAU de son poste de directeur, acceptée lors de la séance du Conseil Municipal du 09 mai 2016, pour effet en date du 12 septembre 2016,

Vu la publicité faite pendant deux mois sur le site du Centre de Gestion et les entretiens de différents candidats ayant postulé,

Vu les avis exprimés par le groupe de travail réunissant des membres de la commission Maison pour tous,

Monsieur le Maire nomme, à compter du 12 septembre 2016, Madame Johanna DELENTE, au poste de directrice de la Maison pour tous, au grade d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe à temps complet.

Le conseil Municipal en prend acte.

11. Recrutement de Mme PORTAIL Camille jusqu'au 12 décembre 2016 dans l'attente de recruter un fonctionnaire sur le poste

Vu l'article L-2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la vacance du poste d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe et du poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe, consécutive à la nomination de Madame Johanna DELENTE au poste de directrice de la Maison pour tous,

Vu la période de publicité réglementaire de deux mois sur le site du Centre de Gestion,

Monsieur le Maire recrute Madame Camille PORTAIL pour une durée déterminée de trois mois à compter du 12 septembre 2016, au poste d'animatrice au grade d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe pour une durée de 23h hebdomadaire et au poste d'agent de restauration au grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe pour une durée de 12h hebdomadaire.

Le Conseil Municipal en prend acte.

12. Paiement des heures supplémentaires effectuées par Mme DELENTE Johanna

Pendant le mois de juin 2016, Madame DELENTE Johanna a remplacé Madame FOUGERAY Annie sur le temps de cantine en plus de ses horaires habituels. Madame DELENTE a effectué 11 heures supplémentaires.

Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à lui payer les 11 heures supplémentaires.

13. Gratification exceptionnelle pour un stagiaire BAFA

Madame AIM Chloé a été recrutée comme stagiaire BAFA pour les trois ALSH du deuxième semestre 2016 :

- Du lundi 29 août au mercredi 31 août 2016
- Du lundi 24 octobre au vendredi 28 octobre 2016
- Du lundi 19 décembre au vendredi 23 décembre 2016

Comme ce qui a été fait pour tous les stagiaires qui ont effectués leur stage à la Maison Pour Tous, il est envisagé de verser une gratification exceptionnelle de 300 € à Madame AIM Chloé à la fin de son stage, en fonction de l'appréciation donnée par la Directrice de la Maison Pour Tous.

Le Conseil Municipal accepte le versement de la somme de 300 euros à la stagiaire si son stage est concluant.

INVESTISSEMENT

14. Achat d'un minibus

Vu la délégation du Conseil Municipal au Maire en date du 14 avril 2014,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 février 2016, autorisant le maire à engager les démarches nécessaires pour l'achat d'un minibus.

Vu l'état de vétusté du minibus actuel, destiné au transport des enfants inscrits à la Maison pour tous, au transport des bénéficiaires du CCAS, et à la perception des repas et dont les frais de remise en état seraient supérieurs à la valeur vénale du véhicule,

Vu l'inscription des crédits nécessaires au budget section investissement 2016,

Vu les différentes consultations et recherches faites sur internet par Benoit LOUISE, 1^{er} maire-adjoint,

Monsieur le Maire, a décidé de faire l'acquisition d'un véhicule d'occasion de transport 9 places, de marque FIAT type DUCATO, d'une puissance de 7CV fiscaux, pour un montant 17500 € TTC. La première immatriculation du véhicule date de 2013 et son kilométrage s'élève à environ 21000 km. Le coût de la carte grise s'élève à 341€. Monsieur le Maire précise que compte tenu de la participation de l'état, via les crédits de la réserve parlementaire et de la CAF, le coût final devrait se situer aux alentours de 9000€ TTC.

Le Conseil Municipal en prend acte.

Le coût de réparation de l'autre minibus étant trop important, **le conseil municipal décide à l'unanimité de la mettre en vente dans l'état au prix de 2000 euros.**

15. Mise en conformité du tracteur agricole et de l'épaveuse de la commune

Vu la délégation du Conseil Municipal au Maire en date du 14 avril 2014,

Vu la mise en conformité indispensable du tracteur afin de pouvoir utiliser l'épaveuse,

Vu la mise en conformité de l'épaveuse pour l'adapter sur le tracteur agricole de la commune,

Monsieur le Maire a décidé d'engager une dépense de 1500€ en confiant la réalisation des travaux aux Ets DEPUSSAY de Thorigné sur Dué,

De plus les deux débroussailleuses étant hors service, Monsieur le Maire les a faites expertiser. Il s'avère que l'une d'elle n'est pas réparable, le moteur étant définitivement hors d'usage. L'autre a été réparée pour un montant de 131.15 € TTC. Il conviendra d'investir dans une nouvelle débroussailleuse.

Le conseil municipal en prend acte.

COMMUNICATION

16. Projet de LOGO pour la commune

Monsieur le Maire voudrait que la commune se dote d'un logo. Ce dernier deviendrait l'identité visuelle de la commune et serait apposé sur l'ensemble des documents de la mairie (papier à lettre, enveloppes, ...) ainsi que sur les véhicules de la commune (camion benne, minibus).

Monsieur le Maire a sollicité des devis auprès de graphistes.

Le Conseil Municipal approuve l'idée d'un logo et choisi Vincent MOREAU comme graphiste dont le devis s'élève à 150 €. Ce dernier ayant fait trois propositions de logo, le conseil s'oriente vers la deuxième proposition en demandant le changement de la police d'écriture. Il faut aussi que le bleu représentant la Mérisse soit plus soutenu, le vert représentant les arbres devra être plus foncé en augmentant l'épaisseur du trait.

TRAVAUX

17. Rénovation de l'école

FACADE DE L'ECOLE

Deux entreprises ont été sollicitées par Benoit LOUISE pour l'établissement de devis pour le ravalement de la façade de l'école, MDP GOMBOURG et JBLS. Ces deux entreprises ont répondu à la demande.

MDP GOMBOURG avec un devis à 28 012.87 € TTC

JBLS avec un devis à 23 124.58 € TTC

Le devis GOMBOURG ayant chiffré plus d'éléments en réalité la différence de prix entre les deux devis est assez faible.

Après la comparaison des deux devis, le Conseil Municipal décide de choisir la Société MDP GOMBOURG pour la réalisation de la peinture et autorise Benoît LOUISE à faire le nécessaire.

DEMONTAGE TOITURE PREAU

Pour le démontage de la toiture du préau il faut faire appel à des entreprises spécialisées en amiante, la toiture étant en fibrociment. Avant de pouvoir demander des devis il faut faire effectuer un repérage amiante avant travaux.

Monsieur le Maire a donc fait appel à SOCOTEC qui a proposé d'effectuer cette mission pour le prix de 310.00 € HT auquel il faut ajouter 45 € HT par analyse MOLP (matériaux friables et semi durs) et 55 € HT par analyse

META (matériaux durs et semi durs). L'entreprise SOCOTEC est intervenue le mercredi 7 septembre et doit envoyer le rapport très prochainement. Benoît LOUISE va solliciter une entreprise spécialisée pour obtenir un devis pour la réalisation du démontage de la toiture.

Le conseil municipal prend acte.

CLOTURE

L'entreprise BLOT-CHAUVIN a été sollicitée pour le changement des clôtures en place autour de la cour de l'école qui s'élève à 2 349.18 € HT, les travaux seront effectués une fois les peintures réalisées.

Le conseil municipal en prend acte.

18. Réfection route de Challes + ancienne nationale

Les deux routes sont en mauvais état et il convient de faire le nécessaire pour améliorer les conditions de circulation sur ces deux axes. Un devis a été demandé à l'entreprise COLAS En attente de retour.

19. Réalisation d'un diagnostic amiante et plomb à la mairie

Vu la délégation du Conseil Municipal au Maire en date du 14 avril 2014,

Dans le cadre des travaux de la mairie, Madame LARCHER, assistante à maîtrise d'ouvrage, a préconisé la recherche d'amiante et de plomb.

Monsieur le Maire a mandaté la Société SOCOTEC afin de repérer la présence d'amiante pour un montant de 1146€ TTC et de mesurer la concentration en plomb pour un montant de 660€ TTC, dans les locaux de la mairie. Rapport est mis en lecture à l'ensemble du Conseil Municipal. Il n'y a ni amiante ni plomb.

Le Conseil Municipal en prend acte.

20. Lancement des consultations pour la réalisation du chemin semi piétonnier rue de la source, route de la Rainière et de la voie partagée Route de la Rainière

Benoît LOUISE a rédigé une consultation pour la réalisation des travaux de voirie rue de la Source, Route de la Rainière. Il convient de demander à trois entreprises de répondre à la consultation. Les entreprises devront être en mesure d'assurer elles-mêmes la maîtrise d'œuvre des travaux, mission qui devra également être chiffrée dans les propositions de devis. Les entreprises auront jusqu'au 3 octobre pour répondre. Les offres seront étudiées lors de la commission travaux (4 octobre).

Le conseil municipal valide le document servant à la consultation des entreprises et autorise Monsieur LOUISE à lancer les démarches nécessaires auprès d'entreprises de travaux publics.

21. Agence des territoires de la Sarthe (ATESART)

Suite à la fin de la mission ATESAT proposée par la Direction Territoriale des Territoires, le Conseil Départemental a créé une société publique locale dénommée Agence des Territoires de la Sarthe (ATESART) pour apporter un appui technique aux collectivités publiques. Elle intervient pour apporter des réponses sur des questions d'urbanisme, de voirie communale, d'ouvrages d'art ou de marché public. Le contrat annuel est renouvelable à sa date d'anniversaire couterait à la commune un euro par habitant par an soit 493 €.

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité la signature d'un contrat avec l'Agence des Territoires de la Sarthe pour une année et demande de faire le bilan l'année prochaine pour voir si cette offre correspond bien aux besoins de la commune.

SECURITE

22. Rapport de vérification électrique des bâtiments communaux ERP

Vu le règlement de sécurité pour la protection du public dans les ERP, arrêté du 25 juin 1980, et les pouvoirs de police du Maire article L-2212-1,

Vu la délégation du Conseil Municipal au Maire en date du 14 avril 2014,

Monsieur le Maire a demandé au Bureau Veritas d'intervenir le 30 mai 2016 et le 01 juin 2016, afin de procéder à la vérification périodique des installations électriques des bâtiments communaux classés ERP. Le montant de cette intervention s'élève à la somme de 1007.24€ TTC

Le rapport de vérification est proposé en lecture à l'ensemble du Conseil Municipal

Le Conseil Municipal en prend acte.

23. Intervention de PAINEAU pour réparation électrique suite à contrôle

Vu la délégation du Conseil Municipal au Maire en date du 14 avril 2014,

Monsieur le Maire a mandaté la société PAINÉAU de Connerré afin de remettre en conformité les installations électriques des bâtiments communaux classés ERP ayant fait l'objet d'une ou plusieurs remarques de non-conformité, suite à la visite périodique.

Le montant de l'intervention s'élève à la somme de 554.16€ TTC

De plus le chauffe-eau dans la salle de classe (bâtiment principal de l'école) étant hors service, ne fonctionnant plus et fuyant sur le sol, a dû être changé avant la rentrée par un chauffe-eau blindé de 15 litres pour un montant de 453.08€ TTC.

Le conseil Municipal en prend acte.

24. Convention CANIROUTE

La convention CANIROUTE 2016 arrive à son terme à la fin de l'année et il convient de reconduire cette dernière pour l'année 2017. Les termes du contrat sont inchangés et la redevance annuelle est fixée à 1,50 € par habitant (le nombre d'habitants retenu pour le calcul est celui de la population INSEE) 493 habitants soit 739.50 €.

Le Conseil Municipal approuve la reconduction du contrat de prestation de fourrière avec l'entreprise CANIROUTE. Pour : 9 / Contre : 1.

QUESTIONS DIVERSES

- Tapage nocturne : un rappel sur le bruit sera inséré dans le prochain bulletin municipal
- Réflexion sur l'achat d'une remorque pour le ramassage des feuilles avec l'aspirateur monté sur le microtracteur
- Conseil Municipal de novembre le 15 novembre à 19h00 et non le 14 novembre
- Le congrès de l'AMF Sarthe aura lieu le 15 octobre 2016 à Coulaines
- Le Noël des employés aura lieu le 14 décembre à la Maison Pour Tous à 18h45
- Le goûter des anciens aura lieu le 18 décembre à la salle polyvalente à partir de 16h00
- Lecture de l'argumentaire de l'association des riverains de Cristal Roc
- Projet de mettre en place de l'éco pâturage sur Ardenay : Réflexion à mener

La séance est levée à 22h00.

Prochain conseil : 11 octobre 2016 à 19h00